

monnaie ou un gouvernement républicain? Les affaires d'un individu peuvent être prospères, mais il peut gaspiller \$1,000 par année pour ses plaisirs. S'il réalise \$10,000 de bénéfice, il lui en restera \$9,000 malgré ses gaspillages, mais on ne dira pas qu'il a prospéré parce qu'il a fait des dépenses folles. De ce que nous avons prospéré sous le régime de la protection, il ne s'ensuit pas que nous n'aurions pas prospéré sans elle. d'après ce que nous connaissons des résultats de la protection, qu'avec un tarif plus bas, la protection, la prospérité du pays serait plus grande et la population plus riche qu'à présent.

Dira-t-on que les Etats-Unis sont prospères parce qu'ils ont payé, grâce à la protection, \$20,000,000 au trust des sucres, parce qu'ils ont versé annuellement \$7,500,000 au trust des cuirs et \$125,000,000 au trust du fer-blanc? Les chiffres ont été puisés à de bonnes sources. On ne dira pas qu'ils sont prospères à cause de cela, mais qu'ils le sont en dépit de cela.

Un autre argument dont les manufacturiers se servent c'est que ceux qui travaillent à abaisser le tarif entre les Etats-Unis et le Canada ne sont pas loyaux. Cet argument, comme celui qui consiste à dire que nous devons garder nos denrées sur le marché national, tient de la plaisanterie; parce que nous voulons acheter là où les articles coûtent moins cher, nous manquons de loyauté envers la Grande-Bretagne. Les manufacturiers eux-mêmes nous adressent ce reproche. Permettez-moi de demander pourquoi, lorsqu'il s'agit de la préférence à l'Angleterre et que ce sont ceux que le bât blesse, et lorsque les aspirations des partisans d'un tarif peu élevé cherchent à se manifester par des mesures qui prouvent notre loyalisme envers la mère patrie, comme la préférence, nous ne sommes pas aussi chaleureusement accueillis par ces mêmes manufacturiers si loyaux. Ils nous prêchent la nécessité d'être loyaux lorsque nous désirons commercer avec les Etats-Unis d'Amérique, mais lorsque nous parlons de diminuer de moitié les droits sur tous les articles provenant de la mère patrie, les manufacturiers se montrent moins loyaux, car cette mesure exigerait de leur part un genre de loyalisme qu'ils n'aiment pas. Nous sommes aussi loyaux qu'eux, et nous espérons ne plus entendre parler de l'association des manufacturiers et de ceux qui vantent le loyalisme en son nom parce que nous demandons l'établissement de rapports plus libres avec les Etats-Unis et tous les pays. S'ils sont si loyaux qu'ils acceptent les conclusions des délégués de l'association des producteurs de blé qui sont venus ici demander au Gouvernement d'augmenter de 33½ à 50 p. 100 la préférence accordée par le Canada à la Grande-Bretagne. Cela prouvera le loyalisme de tous, s'ils en sont si entichés.

M. KNOWLES.

On m'a demandé en quoi j'ai confiance. J'ai confiance à un tarif de revenu. Je crois que nous aurions un revenu beaucoup plus élevé si le tarif était plus bas, et que nous aurions la conscience nette et le sentiment de faire ce qui est juste pour tous et de pas prendre de l'argent dans la bourse des consommateurs pour le donner aux riches.

Je sais que plusieurs des sentiments que j'ai tenté d'exprimer cet après-midi seront accueillis avec peu de faveur, même par plusieurs députés de ce côté-ci de la Chambre. Je le regrette, mais je suis fermement d'avis qu'un tarif protecteur est injuste et inique.

Je crois qu'il n'est que juste et raisonnable que le consommateur reçoive la plus grande considération dans la rédaction de ce tarif, et sans avoir le moindre désir de faire preuve d'esprit de clocher, je ne puis m'empêcher d'exprimer l'opinion que le cultivateur de l'Ouest, en particulier, n'a pas cinq cents de profit en raison du tarif. Le consommateur de l'Ouest, en particulier, mérite quelque crédit pour la patience avec laquelle il s'est, pendant de longues années, soumis au fardeau de ce tarif. Pendant toutes ces années il a fait entendre peu ou pas de plaintes, mais a été disposé à payer les impôts et supporter sa quote part dans cette manière dispendieuse de développer ce pays. Les cultivateurs ne demandent pas aujourd'hui que les traits protectionnistes du tarif soient complètement éliminés d'un coup, bien qu'ils aient le droit de le faire; mais ils désirent que le tarif soit réduit graduellement, avec plus de rapidité que dans le passé, et que les autres qui en bénéficient se préparent graduellement à ce que le premier ministre, quand il est arrivé au pouvoir, a indiqué comme son but, à savoir: le libre-échange comme ils l'ont en Angleterre. Je n'ai pas le moins du monde honte du dossier de ce Gouvernement en matière de réduction du tarif. Avant 1896, le parti conservateur était toujours à brandir le vieux drapeau, et il avait avec lui les manufacturiers qui lui étaient fortement attachés, et il accusait les libéraux d'être coupables de trahison secrète parce qu'ils parlaient de réduire le tarif des traités avec les Etats-Unis, mais bien qu'il fût toujours à se vanter de son amour pour le vieux drapeau, il avait bien soin de ne pas mettre cet amour en pratique. Il aimait la mère patrie, mais il aimait trop les manufacturiers pour n'accorder aucune réduction sous forme de préférence britannique. C'est le très honorable premier ministre qu'il accusait de trahison secrète, qui a montré son amour et son loyalisme envers le "vieux pays" en lui accordant un tarif préférentiel de 25 p. 100, puis plus tard de 33½ p. 100. A ce point de vue, comme à tous les autres, le très honorable premier ministre a montré son amour pour la mère patrie. En toutes circon-